

Projet électrisant pour partenariat canadien en Tanzanie

Une réputation solide et une longue tradition de collaboration a permis, à deux sociétés de Calgary — TransCanada Pipelines Limited (TCPL) et Ocelot Energy Inc. — de décrocher un projet de plusieurs millions de dollars pour transformer du gaz en électricité en Tanzanie, ce qui leur a en outre valu un prix canadien de développement international plus tôt cette année

Le projet Songo Songo, qui porte le nom du champ de gaz dans la région de Lindi, consiste dans un premier temps à exploiter le champ de gaz, puis à construire des installations de transformation — dans les deux cas la spécialité d'Ocelot — à l'île Songo Songo. Le deuxième volet du projet consiste à transporter le gaz naturel, par pipeline, à Dar es Salaam où il constituera la principale source d'alimentation de cinq groupes électrogènes à turbine à gaz — les marques de commerce de TCPL.

Premiers pas en Tanzanie

Ocelot a travaillé dans plusieurs pays d'Afrique au cours des 20 dernières années, mais sa présence en Tanzanie est plus récente.

« Nous avons commencé à travailler au projet Songo Songo de transformation du gaz en électricité il y a cinq ans, affirme le vice-président, commercialisation, chez Ocelot, M. Mike Heule.

Ocelot a pris connaissance d'études antérieures financées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Banque mondiale, et a décidé de travailler avec le gouvernement tanzanien pour évaluer la faisabilité du projet.

Après deux années d'évaluation et de discussions, Ocelot et TCPL répondirent à un appel d'offres et se virent offrir la possibilité de négocier un accord avec le gouvernement de la Tanzanie.

TCPL et Ocelot ont maintenant toutes deux créé leurs propres filiales tanzaniennes et, ensemble, elles ont signé un accord d'intention avec les autorités tanzaniennes en octobre dernier pour le projet de 300 millions de \$ devant prendre fin en 1998.

Patience est le mot d'ordre

La signature en octobre a été précédée

de deux années de négociations entre la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, diverses institutions multilatérales, et le gouvernement de la Tanzanie et ses conseillers.

Le financement est complexe, TCPL et Ocelot injectant conjointement 50 millions de \$ US, tandis que la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement avancent 240 millions de \$ US sous forme de prêts au gouvernement de la Tanzanie.

La patience est donc de mise, aux dires des deux cadres interviewés, lorsque l'on présente des propositions pour des contrats mettant en présence de nombreux intervenants.

À bon entendeur ... quelques trucs du métier

« Ce genre de projet prend du temps, ajoute M. Cashin, surtout à l'étape du financement. Un engagement à long terme est essentiel pour réussir. »

Dans le cas qui nous occupe, TCPL et Ocelot se sont engagées pour 20 ans. En revanche, elles ont la garantie d'un taux de rendement sur leur investissement.

« Vous ne pouvez pas simplement aller décrocher des contrats à l'étranger et puis repartir, » ajoute M. Heule, qui suggère de se poser quatre questions fondamentales au moment d'évaluer un marché potentiel où investir à l'étranger :

— y a-t-il un marché défini pour le produit final?

— y a-t-il une réserve solide (de gaz dans le présent cas) pour le produit final (l'électricité)?

— est-ce que le gouvernement local est prêt à appuyer le projet?

— les assises financières sont-elles solides?

C'est à partir d'une évaluation semblable qu'Ocelot a décidé d'abandonner un projet au Cameroun parce qu'il ne

répondait pas au premier critère.

« Tandis qu'en Tanzanie, indique M. Heule, le pays a connu une grave sécheresse au début des années 90 et a constaté un besoin criant de produire de l'électricité à partir d'autres sources d'énergie — en l'occurrence le gaz. »

Vous n'êtes pas seul

TCPL et Ocelot ont toutes deux fait appel abondamment aux services et aux conseils du haut-commissariat du Canada à Dar es Salaam.

« Les délégués commerciaux canadiens ont été d'une aide précieuse au début, affirme M. Cashin, en fournissant des locaux, en organisant des rencontres avec les représentants du gouvernement sur place et en nous informant de la manière dont le gouvernement tanzanien fonctionne. »

« Le haut-commissariat du Canada, déclare M. Heule, était plus en vue et beaucoup plus au fait de la situation en Tanzanie que les ambassades de pays plus importants, et il nous a fourni un bon poste d'écoute. »

Les deux dirigeants ont trouvé très utiles les bonnes références offertes par les diplomates canadiens avant d'obtenir le contrat. Cela a ensuite encouragé chacune des deux compagnies à ouvrir un bureau à Dar es Salaam afin de conserver une présence locale, ce qui est fort important. »

Pour de plus amples renseignements sur TransCanada Pipelines, communiquer avec le chef de projet, M. John Cashin, tél. : (403) 267-1923, fax : (403) 267-1920. Pour des renseignements sur Ocelot, communiquer avec le vice-président, commercialisation, M. Mike Heule, tél. : (403) 299-5773, fax : (403) 299-5673. (On trouvera le texte intégral de cet article dans CANAD-EXPORT EN DIRECT sur l'internet.)

Les affaires passent par la région

Une région au potentiel riche et varié

(Suite de la page I)

réserve de pétrole et de minéraux, des réseaux de transport de plus en plus développés — dans la région et avec la communauté internationale — et une infrastructure, une capacité industrielle perfectionnée, des options touristiques accrues, une classe moyenne en expansion et, dans nombre de pays, une main-d'œuvre éduquée, mais sous-utilisée.

Après avoir subi un recul pendant les années 80, la croissance économique et le revenu par habitant sont à la hausse, dans la plupart des pays. Par ailleurs, la majorité des pays ont une tradition de stabilité politique (comme le Botswana et Maurice), ou sont en voie de l'acquiescer (comme l'Afrique du Sud et la Namibie).

Ils favorisent aussi des politiques macro-économiques pour réduire les barrières commerciales, encourager l'investissement étranger et la croissance du secteur privé.

La SADC a comme grand objectif de développer le commerce dans la région. Par le passé, seulement 5 % du commerce à l'exportation s'effectuait entre les pays membres de la SADC, mais avec l'arrivée de l'Afrique du Sud et l'amélioration des réseaux de communication et de transport, les échanges commerciaux intrarégionaux augmentent déjà. Entre la SADC et le Marché commun de l'Afrique australe et orientale, il y a un chevauchement considérable au niveau de la

participation des membres. Le débat se poursuit quant à la relation qui doit exister entre ces deux associations régionales.

L'Afrique du Sud : partenaire régional et porte d'accès

L'économie de l'Afrique du Sud, avec un PIB d'environ 160 milliards de dollars, domine la SADC. Certains craignent que cette économie gigantesque n'engloutisse celle de ses voisins au fur et à mesure que s'abaissent les barrières tarifaires.

Pleinement conscients de ces préoccupations, les dirigeants de l'Afrique du Sud positionnent leur pays comme un partenaire du développement régional. Par exemple, le portefeuille clé des finances et de l'investissement de la SADC est la responsabilité de l'Afrique du Sud, et cette dernière participe aussi à bon nombre de grands projets internationaux, dont le corridor de Maputo et le projet hydrique de la région montagneuse du Lesotho.

L'Afrique du Sud est, pour nombre d'entreprises canadiennes, une porte d'accès à la région et au continent.

« Le gouvernement de l'Afrique du Sud est déterminé à collaborer avec le Mozambique à ses efforts de reconstruction, comme l'indique le Programme de redressement économique. L'initiative du corridor de développement de Maputo représente l'un des grands projets à cet égard. »

Le président Nelson Mandela (mai 1996)

Reconstruction :

L'Angola et le Mozambique

L'Angola et le Mozambique sont en retard sur les autres membres de la SADC car ils ont connu, pendant des décennies, des guerres civiles dont ils se relèvent lentement. Dans les régions rurales des deux pays, les mines terrestres qui n'ont pas encore explosé constituent l'un des plus gros obstacles au développement. On estime qu'il y en aurait des millions. Quand on considère le revenu par habitant, le Mozambique demeure l'un des pays les plus pauvres du monde.

Parmi les deux cependant, le Mozambique est plus avancé sur le plan du redressement économique, grâce surtout au tourisme et aux investissements dans les infrastructures, effectués par les entreprises et organisations internationales. L'exploration pétrolière et minière a pris son élan, et la modernisation des ports et du réseau ferroviaire à Beira et à Maputo accéléreront le transport des

marchandises au pays et dans la région.

De l'avis général, l'Angola pourrait être l'un des pays les plus riches du continent compte tenu de son potentiel agricole et de ses riches gisements de diamants, de pétrole et de minéraux. Lorsque la paix y régnera vraiment, la communauté d'affaires internationale profitera des possibilités évidentes qu'offre l'Angola. On procède d'ailleurs déjà aux investissements initiaux dans les infrastructures, dont la modernisation des ports.

L'Angola et le Mozambique ont tous deux besoin d'efforts additionnels de la communauté internationale pour assurer la paix et aider leur économie à soutenir des populations fatiguées de la guerre. Ces pays offrent d'innombrables débouchés, mais il est préférable d'effectuer une analyse soignée avant de faire des investissements importants dans ces pays.